

Echec des réformes agraires



IL y a une vingtaine d'années, les hautes terres l'Altiplano péruvien, autour de Cuzco, vivaient la lourde fermentation puis l'explosion de la guerre paysanne. En proie à une faim de la terre plusieurs fois séculaire, les Indios passaient enfin à l'attaque généralisée, occupaient les terres que la colonisation leur avait volées, s'organisaient menaçaient presque la lointaine Lima. Le pouvoir paysan allait-il réussir ? Et Hugo Blanco, son prophète et l'organisateur des lignes paysannes, qui ne rêvait et ne parlait que d'égalité et d'humble justice quotidienne, allait-il pouvoir traiter d'égal à égal avec les autorités, faire enfin reconnaître les Indiens oubliés ?

Mais Lima envoya ses soldats et, contre ces hommes dressés pour la lutte antiguérilla, la « furia » des comuneros andins ne dura guère. La révolte paysanne indienne fut écrasée dans le sang, l'ordre des grands propriétaires terriens fut maintenu. Tout n'était pas perdu, pourtant. Parmi les soldats que Lima avait lâchés sur les paysans révoltés, quelques-uns virent et comprirent l'immense détresse du peuple des Andes, l'injustice qui lui était faite. Cette poignée de militaires prit quelques années pour réfléchir. Et ce fut le coup d'Etat du 3 octobre 1968. Le général nationaliste et humaniste, Juan Velasco Alvarado, prenait le pouvoir. Et il déclenchait aussitôt un processus révolutionnaire par lequel il voulait d'un même mouvement libérer le pays de toute dépendance (surtout économique) étrangère et faire de tous les Péruviens et en particulier de la grande masse des paysans indiens, des citoyens à part entière.

C'est pour cela que, aussitôt au pouvoir, le gouvernement révolutionnaire des forces armées promulga, le 24 juin 1969, la loi de réforme agraire. Une véritable nécessité puisqu'au début des années 60, 0,4 % des exploitations regroupaient près de 80 % des terres arables du Pérou. Certes, il y avait déjà eu quelques réformes agraires. Mais bien trop

lentes. La dernière en date, celle du président Fernando Belaunde, avait réussi en quatre ans, à exproprier 769 000 hectares et à remettre des titres de propriété à 11 760 familles.

La réforme de Velasco allait faire beaucoup mieux. Elle avait démarré bien avant la promulgation de la loi puisque, dès le 14 janvier 1969, le gouvernement procédait à des remises de terres et lançait déjà le slogan : « Paysan, le patron n'édifiera plus sa richesse sur ta pauvreté. » La loi de réforme agraire est aussitôt approuvée et soutenue par la démocratie chrétienne péruvienne, le Parti communiste et une grande partie de l'Eglise catholique.

● Les grands propriétaires terriens ont disparu du Pérou

Elle allait se faire au pas de charge, puisque, fin 1977, quelque 4 millions d'hectares avaient été expropriés et environ 8 millions distribués soit directement aux familles paysannes, soit pour la formation d'organisations telles que coopératives, SAIS (secteurs agricoles d'intérêt social), etc. Au total, quelque 360 000 familles paysannes avaient bénéficié de cette réforme.

Certes, aujourd'hui, la réforme agraire est en panne, quasiment stoppée, de propos délibéré. Elle a pourtant eu un grand résultat, un de ceux que voulaient ses promoteurs : en finir avec l'oligarchie terrienne qui, outre le pouvoir économique, détenait aussi une grande partie du pouvoir politique et dirigeait donc le pays à sa guise. Les grands propriétaires ont disparu. Beaucoup ont quitté le pays. Et avec eux les relations de maîtres à esclaves qu'ils entretenaient très souvent avec leur main-d'œuvre. Mais le gouvernement révolutionnaire a échoué dans son second objectif qui était de transférer vers le secteur industriel pour le dynamiser, une partie de la richesse des propriétaires fonciers.

● Peu ou pas d'aide gouvernementale

Il a d'ailleurs échoué à bien d'autres plans. Au plan social, de nouvelles « classes » se sont créées. Ainsi, ce sont les ouvriers agricoles des anciennes « haciendas » qui sont la plupart du temps devenus membres des coopératives qui se sont installées à leur place. Au début, les coopératives ont bénéficié de quelque aide technique et financière de la part du gouvernement, alors que les petits propriétaires n'avaient pratiquement rien. D'où opposition et rivalités entre paysans qui, la veille encore, se considéraient également exploités. Et, alors que, il n'y a guère, les paysans sans terre « envahissaient » les grands domaines, ce sont maintenant les petits paysans (en fait trop petits propriétaires pour pouvoir vivre) qui envahissent les coopératives, dont ils pensent qu'elles occupent beaucoup trop de terres.

Mais les coopératives et autres groupements n'allaient pas tarder à éprouver de nombreuses difficultés. Après avoir bénéficié de quelques avantages (prêts, machines...), ils allaient voir l'aide gouvernementale baisser jusqu'à disparaître. De plus, aucune véritable formation professionnelle n'a été mise en place. De sorte que les paysans sans terre, sans moyens financiers, sans moyens techniques (on annonce, par exemple, que la moitié des tracteurs de la réforme agraire sont désormais immobilisés faute de réparateurs), sans formation professionnelle, sont dans une situation pire qu'avant la réforme. A l'époque, les propriétaires faisaient un minimum d'investissements pour entretenir la machine de production et assuraient parfois des services — transports, santé, etc. — que l'Etat aujourd'hui ne peut payer. C'est en grande partie à cause de cela que la production est en baisse.

D'autre part, les nouveaux paysans se plaignent que l'Etat, devenu commerçant, achète les récoltes à des prix trop bas, ne tenant aucun compte des véritables prix de revient. Enfin, la charge fiscale ne cesse, paraît-il, d'augmenter.

● Des projets trop ambitieux

Mais il est une critique beaucoup plus fondamentale que l'on adresse aux responsables de la réforme agraire péruvienne : à savoir de s'être trop préoccupés d'une certaine « vitrine » et aussi de l'agriculture orientée vers l'exportation, celle qui produit par exemple du coton et de la canne à sucre. A la décharge de cette politique, on peut bien faire remarquer que l'agriculture industrielle est une source non négligeable de devises, nécessaires à l'équipement général du pays. Mais le développement de ces cultures, ainsi que dans la Sierra, celle de l'orge de brasserie, s'est évidemment fait au détriment des cultures vivrières. (...)

Ce qui est certain, c'est que, malgré la réforme agraire, le Pérou est obligé d'importer une grande partie de son alimentation, en particulier du blé, du riz, et de la viande. Ce qui est certain aussi — en même temps qu'un apparent paradoxe —, c'est que Hugo Blanco, l'ancien chef des ligues paysannes, aujourd'hui en exil, jouit toujours d'un immense prestige.

● Le paysan bolivien laissé à lui-même

Ainsi, la réforme agraire des militaires péruviens socialisants se termine pour l'heure sur un solde négatif. Elle avait pourtant soulevé bien des espoirs. Un échec parmi d'autres. Car, jusqu'à maintenant, toutes les réformes agraires qui ont vu le jour en Amérique latine, et plus spécialement en Amérique andine, se sont terminées par un échec.

En 1952, la révolution bolivienne, dirigée par le MNR (ou Mouvement nationaliste révolutionnaire), lance une réforme agraire radicale, les grands domaines s'écroulent (6 % des propriétaires

régnant sur 92 % des terres arables), et le paysan devient vraiment propriétaire de la terre qu'il travaille. Mais là s'arrête la réforme : faute de moyens elle n'est pas accompagnée. Pas d'aide financière, pas d'aide technique, pas de formation professionnelle : le paysan de l'altiplano reste aussi pauvre, aussi isolé, aussi analphabète qu'auparavant. Simplement, il possède quelques arpents d'une terre difficile et ingrate. Aujourd'hui encore, si de mauvais chemins sont allés jusqu'à lui (que l'hiver coupe pour de longues semaines), et aussi parfois l'électricité, son habitat est bien souvent resté le même — une grande pièce au sol de terre battue, où il s'entasse avec sa famille et ses animaux domestiques —, et son alimentation ne s'est guère améliorée.

Il est vrai que les officiels ont depuis longtemps tourné les yeux vers les riches terres de l'Est — Santa Cruz, et même Pando et Beni —, aptes aux cultures industrielles semi-tropicales, et ont réservé aux grands propriétaires de ces régions d'importants crédits. Mais, revanche de la nature, l'exploitation a parfois été si intensive que l'on parle déjà de l'épuisement des sols.

● Equateur et Colombie ou la victoire des grands propriétaires

En Equateur, autre pays andin, où la population est rurale à 79 %, la nécessité d'une réforme agraire se fait sentir depuis longtemps. Ainsi, en 1968, 1348 grandes propriétés avaient chacune, en moyenne, 1212 hectares, tandis que 538 874 petites devaient se contenter de 2,2 hectares. Ou encore 15 % des propriétaires disposaient de 83 % des terres cultivables. A deux reprises, il y a tentative de réforme agraire. En 1964, d'abord, une loi rend les petits paysans propriétaires de la parcelle de terre que leur famille cultive depuis toujours. En 1973, seconde réforme agraire, inspirée du Pérou et promulguée par le régime militaire « progressiste » du général Rodríguez Lara : il s'agit de frapper l'excessif pouvoir des grands propriétaires et d'intégrer vraiment les petits paysans aux circuits de l'économie en vigueur. Mais les grands propriétaires entendent conserver leur pouvoir politique et les bénéfices d'une agriculture orientée vers l'exportation. Ils obtiennent gain de cause.

Même situation, mêmes problèmes en Colombie, où, vers 1960, 6,8 % des propriétaires contrôlent 66,1 % des terres, tandis que 68 % des propriétaires doivent se répartir 4,4 % des terres cultivables. (...)

Là encore, les grands propriétaires ont réussi à faire entendre leurs voix, à conserver leurs immenses possessions. En mettant en avant des arguments économiques qui peuvent, au premier abord paraître valables. Leur raisonnement tient en quelques mots : Seuls, disent-ils, les grandes exploitations peuvent assurer une agriculture rationnelle et efficace, pratiquer les cultures destinées à l'exportation — ici, café, canne à sucre ; ailleurs, coton, maïs, soja, etc. Ils confondent évidemment grandes propriétés et propriétés privées, passent sous silence les coopératives et oublient de dire que les exploitations moyennes, et même petites, lorsque les moyens leur sont donnés de se lancer dans la culture intensive, peuvent être aussi compétitives que les grandes.

Mais ces arguments sont aisément entendus par les gouvernements, d'une part, parce que les Etats latino-américains sont à la recherche de devises fortes pour payer la modernisation de leur économie et, d'autre part, parce que les appareils étatiques sont en grande partie aux mains de cette bourgeoisie commerçante, liée aux grands centres de l'économie occidentale, et qui, sans excès d'imagination, poursuivent un jeu économique plusieurs fois séculaire grâce auquel ils ont édifié leur fortune. C'est

à partir de ces arguments que partout les réformes agraires ont été empêchées, ajournées ou arrêtées.

● Maintenir le statu quo

Ce qui est en jeu, dans les réformes agraires, c'est la mise en place d'un système économique qui permette d'assurer les bases d'une vie décente au plus grand nombre possible de familles paysannes. Et l'Amérique latine, malgré une urbanisation accélérée, due précisément aux mauvaises conditions de vie à la campagne, est encore un continent à majorité rurale. Mais la réforme agraire heurte tous les intérêts des classes dirigeantes : intérêts économiques, mais aussi intérêts politiques. Car la masse des paysans pauvres, sans bases matérielles de résistance, mais aussi analphabètes, est, soit écartée de la vie politique, soit habilement manœuvrée pour rester au service des intérêts de la classe possédante. Réservoir de main-d'œuvre à bon marché, réservoir aussi de pions pour un jeu politique truqué, la petite paysannerie pauvre est indispensable au maintien du statu quo.

Le refus de la réforme agraire aboutit à des situa-

tions difficiles, sinon catastrophiques. Parce que, d'une part, les cultures industrielles, destinées à l'exportation, demandent de plus en plus de terre et, parce que, d'autre part, l'expansion démographique continue en Amérique latine à un rythme élevé, les petits paysans et les ouvriers agricoles s'appauvrissent chaque jour. D'où la fuite vers les 'bidonvilles, à la poursuite d'un mirage nommé emploi. A long terme, cette perte de main-d'œuvre pourrait mettre en danger l'agriculture industrielle — mais ce n'est pas encore le cas. Danger plus immédiat, la constitution d'immenses zones urbaines sous-prolétarisées, bouillon de culture de criminalité et de révoltes en tout genre. Cependant, jusqu'à maintenant, le danger a été évité, peut-être d'ailleurs au prix du maintien délibéré de ces masses à l'exact niveau, où la recherche des moyens minimums de survivance accapare toutes les énergies.

Mais jusqu'à quand cette situation de domination et d'injustice va-t-elle pouvoir se maintenir ?

Christian Rudel in: La Croix, 25/1/1978